de la guerre.

quatre cens mille livres, suivant le Brevet de retenue que Mr. de Chamillart avoit sur cette Charge. Elle vient d'être donnée à Mr. Joseph Jean Bépiste Fleury d'Armenonville, Conseiller d'Etat, & ci-devant Directeur Général des Finances. Il doit rembourser cette somme à Mr. de Voysin, présentement Chancelier de France, qui jusques à la mort du feu Roi, n'avoit point cessé l'exercice de cette Charge de Secrétaire d'Etat.

Etablis-
sement d'un
Conseil de
Commerce.

V. II. Monseigneur le Duc Regent, toujours appliqué à tout ce qui peut être utile & avantageux à l'Etat, fit publier une Déclaration du Roi, au mois de Janvier datée du 14. Decembre dernier, & enregistrée au Parlement le 31. du même mois. Elle ordonne l'établissement d'un nouveau Conseil qui sera nommé le *Conseil du Commerce*; dans lequel on traitera de tout ce qui concerne les manufactures du Royaume, le Commerce intérieur & extérieur, & généralement de tout ce qui a du rapport sur ces matieres. Que les délibérations & résultats qu'on y prendra seront portez au Conseil general de la Regence, pour y être pourvu décisivement à la pluralité des voix. Que celui qui présidera au Conseil de Commerce, aura séance & voix délibérative au Conseil de Regence, de même que les Conseillers dudit Conseil (qui pourront y être appellez.) lors qu'on y traitera des affaires qui regarderont le Conseil de Commerce.

Qui sont
ceux qui doi-
vent compo-
ser ce Conseil.

Suivant la liste qu'on a donnée de ceux qui doivent composer ce nouveau Conseil, on nomme de la part du Conseil des Finances, Mr. le Maréchal de Villeroi & Mr. le Duc de Noailles; de la part du Conseil de
Marine